



Lundi 17 juin 2024

Contre le poison de l'extrême droite, le seul rempart sera nos luttes !

Avec son coup de la dissolution de l'Assemblée nationale, Macron fait une passe décisive au RN. Après avoir pavé la voie à l'extrême droite par sa politique, en particulier avec sa loi sur l'immigration directement inspirée par le RN, le prétendu « rempart » macroniste devient un tapis rouge pour Bardella, qui se voit déjà Premier ministre, dans le cadre d'une cohabitation avec Macron. Face au danger de voir l'extrême droite arriver au pouvoir, des centaines de milliers de personnes ont manifesté partout en France.

À bas Le Pen, la présidente d'un parti raciste

Le RN prétend incarner la haine de Macron, mais en épargnant soigneusement le patronat, responsable des bas salaires et des licenciements et de notre appauvrissement. La manière dont Bolloré, ce patron milliardaire, met son empire médiatique (CNews, le JDD, Paris Match, Europe 1, Canal+) au service de l'extrême droite illustre cette connivence avec le monde patronal. Le programme anti-ouvrier et pro-patronal du RN, son racisme décomplexé, son sexisme et son homophobie présentent un grave danger non seulement pour les concernés mais aussi pour les divisions qu'il fait peser sur les classes populaires. Tout bénéficie pour le patronat qui pourra redoubler d'attaques. Le RN est un danger mortel pour nous, travailleuses et travailleurs, et pour l'ensemble de la société. Le RN, ça ne s'essaye pas, ça se combat, mais comment ?

Ce n'est pas à Matignon ni au palais Bourbon que nous aurons satisfaction

Tous les leaders de la gauche rabibochés en catastrophe, dont d'anciens ministres, voudraient qu'on compte aujourd'hui sur leur unité dans les urnes pour se débarrasser de Le Pen et de Macron et de leur politique au service du grand capital. Mais comment croire qu'un bulletin de vote y suffira ? D'autant que le Nouveau Front populaire propose 267 investitures du PS et d'EELV, des partis qui ont soutenu et participé au gouvernement de François Hollande : « loi travail », répression violente des manifestants sous Manuel Valls, chasse aux migrants déjà... Hollande lui-même se présente, soutenu par le Front populaire. Et comment croire qu'avec un Aurélien Rousseau, ancien ministre de la Santé de Macron, qui vient d'être investi, on va sauver l'hôpital ?

Ce « Nouveau Front populaire » fait certes quelques promesses aux salariés. Mais comment arracher quoi que ce soit au patronat sans entrer nous-mêmes dans la bataille, pendant la campagne mais aussi après les élections, quels que soient les résultats ? La démagogie anti-système du FN-RN s'est nourrie depuis 40 ans des désillusions semées par Mitterrand, Jospin, Hollande... qui ont fait croire au changement mais ont renié leurs promesses aussitôt parvenus à la tête d'un État taillé sur mesure pour défendre les intérêts du patronat.

Ce sont 40 ans de prétendus barrages, 40 ans de politiques antisociales et racistes de gauche comme de droite, qui expliquent aujourd'hui en grande partie ces 40 % pour l'extrême droite.

Place à nos luttes et notre organisation

Pour enrayer cette mécanique infernale où les barrages se transforment en boulevards, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, reprendre confiance en nos propres forces pour nous affronter à ce système économique qui nourrit aujourd'hui les idées les plus réactionnaires.

Oui, face à la menace de l'extrême droite, un sursaut est nécessaire et il faut faire front, mais par nos luttes et notre force collective. Dans les entreprises et les quartiers, aidés par les équipes militantes syndicales et associatives qui s'y décideront, nous avons la force de nous organiser. Nous faisons tourner toute la société, nous pouvons aussi tout arrêter : la force des salariés, c'est la grève ! Travailleurs et travailleuses, sauvons-nous nous-mêmes ! **C'est ce que le NPA-Révolutionnaires dira dans ce premier tour des législatives du 30 juin, en appelant à voter pour ses propres candidatures là où elles existent et pour celles de Lutte ouvrière partout ailleurs.**

Non-Augmentations pour notre Oseille : mobilisons-nous !

Les NAO (négociations annuelles obligatoires) de la Sevesc ont enfin commencé. Sans surprise, la Sevesc s'aligne sur Suez : 2 % d'augmentation générale des salaires sont envisagés par l'entreprise. Après des mois d'inflation, notamment sur les produits de première nécessité, c'est dérisoire. Ce n'est même pas 3,6 %, le chiffre officiel de l'inflation sur un an, chiffre déjà sous-estimé ! En clair, nos salaires réels vont continuer à diminuer.

A Suez comme à la Sevesc, mobilisons-nous pour nos salaires : ce qu'il nous faut pour finir le mois, c'est 400 euros d'augmentation pour toutes et tous et pas de salaires inférieurs à 2 000 euros nets.

Trop solidaire pour être vrai

Suez ne rate pas une occasion pour accomplir sa bonne action : les salariés qui se sont inscrits pourront participer vendredi à une collecte solidaire contre la précarité menstruelle sur le temps de travail... Pas que de la com' pour une fois ? Certes, mais Suez, comme beaucoup d'entreprises, pourrait commencer par mettre en place le congé menstruel. Adapter les métiers aux femmes en créant des vestiaires, en fournissant des vêtements et EPI adaptés, cela reste à faire. Proportionnellement, beaucoup plus de contrats à temps partiels ou précaires sont imposés à des femmes. Quant aux salaires, à ancienneté et qualifications équivalents, ils sont toujours plus bas.

Bref, Suez contribue à précariser les femmes toute l'année et se glorifie à peu de frais.

Le développement... des profits

Un mail de l'entreprise vante la signature d'un accord entre Suez et l'AFD le 27 mai dernier. Mais nulle part on ne nous explique ce qu'est l'AFD : l'Agence Française de Développement, un organisme chargé de d'imposer la présence française dans de nombreux pays pauvres, notamment dans les anciennes colonies. Quand Macron joue les VIP lors de ses déplacements officiels, c'est aussi par le biais de l'AFD qu'il réussit à placer des contrats pour les grands groupes français à travers le monde, comme Suez. A la clé : non pas l'amélioration des conditions de vie des populations, comme on voudrait nous le faire croire, mais de juteux profits pour les actionnaires.

Kanaky, Macron dissout son projet

Macron a confirmé que la réforme électorale de la Nouvelle-Calédonie était mise de côté. Le 12 juin,

trois jours après son annonce de dissolution de l'Assemblée Nationale, il a repoussé son projet de dégel du corps électoral en Kanaky, qui visait à rendre encore plus minoritaire les kanaks. Le mouvement de contestation a donc obtenu en partie satisfaction. Mais il aura fallu une mobilisation massive du peuple kanak et une répression féroce du pouvoir et des milices coloniales. Le bilan est de 9 morts, des centaines de blessés et des sanctions pénales disproportionnées.

Les kanaks subissent toujours l'injustice de la colonisation française, discriminés sur leur propre terre pendant que leurs richesses sont pillées. Leur longue lutte contre l'oppression continue.

Sécurité au travail, le gouvernement coupe les vivres

Le 11 juin dernier, c'est plus d'une centaine de salariés de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité) qui ont manifesté contre les réductions budgétaires. Pour eux, ces coupes, c'est moins de postes d'ici 2027, moins d'études sur nos conditions de travail. Pour nous, cela se traduit par plus de risques et le fait de ne jamais voir d'études sur la dangerosité des égouts.

Pourtant la branche de l'Assurance maladie qui finance l'INRS est excédentaire. Avec un solde positif estimé à 2,2 milliards d'euros en 2023. Cette politique gouvernementale est aux ordres du patronat, sans considérations pour nos conditions de travail.

Nous sommes solidaires du combat des grévistes de cet institut car leur travail, c'est notre sécurité.

Le nez dans le ruisseau c'est la faute à ...

Dans les Yvelines, le Nouveau Front Populaire est allé repêcher l'ancien ministre de Macron Aurélien Rousseau. À son crédit, il a démissionné du gouvernement au moment de l'adoption de la loi Darmanin avec les voix du Rassemblement National – et ses idées.

Mais Aurélien Rousseau était directeur de cabinet sous les gouvernements Valls et Cazeneuve qui ont imposé, à grands renforts de tirs de lacrymos et de 49.3, le détricotage du Code du Travail avec la Loi Travail. Il a beaucoup travaillé à la réforme des retraites qui a repoussé l'âge de départ et allongé la durée de cotisation en tant que directeur de cabinet d'Élisabeth Borne. Et ministre de la Santé du même gouvernement, il a poursuivi les fermetures de services d'urgence et l'organisation de la pénurie de personnel. Avec des candidats comme celui-là comme barrage à Macron et à l'extrême-droite, la bourgeoisie a peu de soucis à se faire.